

25-06-2006

HEBDOMADAIRE INE

CONTACT

PRESENTATION

ABONNEMENT

PUBLICITE

ARCHIVES

Inscrivez vous:

RECHERCHE

sur ce site

MAGAZINE

TUNISIE

MONDE

CHRONIQUES

ENTREPRISES

ECONOMIE

TOURISME

DOSSIERS

DEBAT

SOCIETE

COURRIER

CULTURE

Magazine

DOSSIERS

> Les Beys de Tunis

> La femme en Tunisie

SUPPLEMENTS

multimédia

> suite

femmes

> Femmes à mi-temps. Par Senda Baccar

> Les Tunisiennes se (dé)livrent sur le Net

> SONIA MBAREK : «Je vis dans un stress motivant»

> Divorce : LORSQUE LES FEMMES PERDENT TOUT !

> Le mythe de Mustapha Chelbi

> suite

Magazine

Les raisons de la colère

Qu'est-ce qui a poussé des Tunisiens, pour la plupart anciens bourguibistes, à fomenter un complot visant à assassiner le Président Bourguiba ? Plusieurs raisons ont été avancées contrairement à la version officielle qui voulait laisser voir que le complot était lié à des questions de personnes et d'intérêts plutôt égoïstes. Le Gouvernement voulait, en réalité, minimiser l'aspect et la portée politique du complot en présentant les accusés comme des personnes " sans envergure ", " sans étoffe ", " sans culture ", pour certains " des bergers simples d'esprit ", " des résistants aigris , des commerçants endettés ", des boutiquiers mécontents... " (Lacouture, Le Monde du 13-14 janvier 1963) ou encore, en ce qui concerne Salah Hachani et Kébaier Mahrezi des " éléments d'origine colonialiste, des séquelles du régime beylical et du colonialisme " (selon Bahi Ladgham). De la diversité de leurs milieux sociaux, de leurs conditions et de leurs appartenances politiques, faudrait-il déduire qu'il s'agit, comme le voudraient les autorités, d'un simple groupe hétéroclite, sans réels liens communs et sans solide communauté de pensées ? " Tout au long du procès, les commentaires de la presse tunisienne se sont appliqués à minimiser la personnalité des accusés et les mobiles du complot. Selon les commentaires officiels, les agents du complot n'auraient suivi que des motifs d'intérêt personnel sordides. " Le refus d'une licence de transport, les pertes commerciales subies sur le marché de l'huile, les désagréments et inconvénients personnels attendus de l'exécution du Plan et de la réforme agraire, l'insuffisance des prébendes reçues pour faits de résistance, tels auraient été les mobiles déterminants de leur action. Et le Président lui-même, parlant à un journaliste parisien, a réduit à néant le rôle joué par Lazhar Chraïti pour la libération de la Tunisie et ridiculisé ses ambitions ", note Marché Tropicaux . D'ailleurs, poursuit-il, " les débats ne permettent pas de savoir s'il s'agissait vraiment d'un complot en bonne et due forme, ou d'une conspiration spontanée dépourvue d'organisation (...). Toujours sensible à l'opinion, le gouvernement tunisien a préféré frapper un grand coup retentissant, quitte à ne toucher que quelques-uns des animateurs et beaucoup de comparses. Personnellement enclin à la clémence, le Président n'a pas tenté de l'imposer à son entourage politique, persuadé qu'il ne fallait surtout pas donner l'impression de la faiblesse ". On n'a présenté à la barre que 26 condamnés alors que d'autres militaires comme Kamoun et Bouassida ont été cités dans l'enquête, voir dans le texte déjà mentionné de Slaheddine Bali qui a bien nommé Bouassida. Lors du procès, " Bali a lu une lettre du commandant Abaab, commandant des Territoires du Sud, dans laquelle il rejette les assertions de Bembli en ce qui le concerne. Le Président déclare que Hédi Gafsi s'est rétracté et Lazhar Chraïti s'étant défendu d'avoir vu le commandant Abaab, il n'y avait plus de problèmes " (La Presse). Par ailleurs, des dizaines de civils seront jugés dans des affaires connexes au procès à partir de février jusqu'en mai 1963. Les condamnés se comptaient



العربي

CC



Busin

> Vos cr

T
m

Rele

Selecti

131

191

Eui

Dol

Dat

Serviv

Ciné

Coo

Foir

Prog

Resi

Voy





ESPACE ABONNÉ

MEMBRE LOGIN

MOT DE PASSE

SERVICES

Abonnements
Archives
Contact
A propos

par dizaines et les personnes impliquées seraient plus nombreuses.

Des problèmes de fond

La crise tunisienne était bien liée à des problèmes de fond. " Six ans après l'indépendance, il y a dans la Tunisie de Bourguiba plus qu'un malaise et les dirigeants eux-mêmes parlent de crise grave ", note un journal français. Le quotidien tunisien Es-Sabah écrit dans sa livraison du 13 janvier : " En dépit du caractère mesquin des mobiles et des objectifs de ce complot, le devoir exige qu'on s'y arrête. Les responsables de ce pays se doivent de s'y arrêter pour analyser profondément et passer en revue toutes les déficiences, si minimes soient-elles, qui existent dans l'appareil administratif de l'Etat et dans la méthode de gestion des affaires et de traitement des hommes. Cette analyse et cette révision aboutiront à la découverte de certaines grandes vérités qui ouvriront les esprits et les yeux ". Aussi le complot a-t-il révélé au grand jour ce mécontentement diffus qui régnait à cette époque et qu'a tenté d'exprimer la presse de l'opposition. Bourguiba, dans son discours devant le congrès de l'UNFT, au Kef, le 26 décembre 1962, a en quelque sorte reconnu qu'il existe des raisons de mécontentement : " Leur mécontentement se fonde sur des causes futiles : le pénurie d'huile, un prétendu favoritisme qui ferait oublier au régime les anciens fellaghas, les palais de la présidence de la République... Nous avons à améliorer le sort de ceux qui logent dans les gourbis ou dans les caravanes et auxquels j'ai rendu visite hier ". Et d'ajouter : " Tout ce qu'on me reproche, c'est un fatras de calomnies et des mesures économiques qu'on a mal accueillies ". Aussi, poursuit-il, des mesures de précaution doivent être prises pour que " tel gardien de chèvre ne puisse pas se retrouver du jour au lendemain Ministre de la Défense ou peut-être même responsable des destinées de la nation ".

Certes, parmi les accusés, il y a ceux qui, se réclamant de l'arabo-islamisme, ont été choqués par le " laïcisme ", la remise en cause de l'enseignement zeitounien, la marginalisation de la langue arabe et la réforme Messadi, tels que Abdelaziz Akremi, Ahmed Rahmouni, Ali Gafsi et bien d'autres. La politique étrangère de Bourguiba, marquée par son pro-occidentalisme, les a exaspérés. Pour eux, il s'agit de repositionner la Tunisie dans son aire arabe et islamique et aussi dans le mouvement des non-alignés. Certes, il y a aussi ceux qui sont influencés par les expériences égyptienne et algérienne, comme Omar Bembli qui demeure nostalgique d'un Orient en proie à des soulèvements périodiques auxquels il a participé. Mais, ils ont puisé aussi leur colère dans les difficultés économiques résultant de la nouvelle orientation d'économie planifiée. " Nul ne conteste les efforts que fait Bourguiba pour lutter contre le sous-emploi et la misère. Mais, beaucoup jugent que les sommes englouties dans tel palais ou construction de prestige seraient mieux investies dans une usine d'engrais ", note l'éditorial du " Monde " du 27 décembre 1962. Et d'ajouter à propos des prétendues complicités algériennes : " Le combattant suprême est un homme assez averti pour savoir que nul complot de l'étranger ne comporte de risque s'il ne trouve des appuis sur place, et qu'une opinion privée de moyen de contestation risque d'exprimer son insatisfaction par d'absurdes coups de force -ou de semonce ". Pour les anciens maquisards comme Lazhar Chraïti, Sassi Bouyahyia, Sassi Lassoued et bien d'autres, le régime de l'indépendance a marginalisé les résistants et Bourguiba les a dédaignés en sous-estimant le rôle qu'ils ont joué et les sacrifices qu'ils ont consentis pour que le pays soit libéré. " Peut-être faut-il voir dans la participation des anciens maquisards au complot un lointain contrecoup d'une politique d'intégration militaire qui n'alla pas, chez M. Bourguiba, avec les aménagements et avantages dont use le gouvernement de M. Ben Bella avec ses djounouds (éditorial du Monde). La dure répression des yousséfistes et le crime perpétré contre Salah Ben Youssef ont marqué certains d'entre eux. " En décembre 1962, le yousséfisme n'est que la coloration brutale donnée à un mécontentement diffus, qui s'est cristallisé par paliers successifs sur les quatre thèmes que l'on considère comme les éléments constitutifs de la politique du Chef de l'Etat : la " décolonisation " par étapes ", la laïcisation " dans le cadre islamique ", l'orientation diplomatique pro-occidentale sous couleurs de " non engagement ", et une " planification mesurée " (ANN, 1963). Enfin, la cause essentielle de ce mécontentement consiste à vouloir laver l'" affront " de Bizerte. La plupart d'entre eux, surtout les militaires, les anciens maquisards et le groupe de Bizerte gardant un " amer souvenir " de cette bataille, ne sont pas prêts d'oublier la manière dont le gouvernement a géré cette guerre et ce qui s'en est suivi comme conséquences désastreuses. " Ils semblent n'avoir pas pardonné à Bourguiba de les avoir jetés sans préparation dans l'aventure de Bizerte,

**Le part
peut-il
du sud
négalif
mondia**

Oui

Non

puis d'avoir rendu vain le sacrifice de plus de 6.000 victimes, en se livrant à une volte-face inattendue " .

" C'est tout bonnement une panne "

Le lendemain du verdict, le 18 janvier, Bourguiba, qui a bénéficié, à la suite de cette affaire, d'un surcroît de popularité entamée surtout par la guerre de Bizerte et les critiques violentes qui s'en sont suivies, a réussi à relever son prestige personnel. Rentré triomphalement à Tunis, il prononce, sur la place de la Kasbah, un discours dans lequel il condamne avec sévérité les comploteurs et fustige l'Algérie qui offre l'asile politique à ses opposants. Le procès est une page tournée. Deux jours après la fin du procès, Ahmed Mestiri, alors ambassadeur à Alger, est rappelé car Alger serait, selon les autorités tunisiennes, et à la grande surprise des Algériens, considéré comme complice pour avoir délivré, avec l'aide du consul, des papiers algériens à l'un des condamnés à mort qui " a trouvé refuge et protection" dans son pays d'origine. En fait, le contentieux est plus vieux. Tunis n'a jamais apprécié qu'en novembre dernier, des opposants yousséfistes soient invités par les autorités algériennes et traités avec les mêmes égards que la délégation tunisienne officielle, à l'occasion de la célébration du 1er Novembre 1954. Il s'agit de Mostari Ben Boubaker, instituteur. Le 24 janvier, à l'aube, les dix condamnés ont été exécutés. Le procès du complot est terminé, mais d'autres affaires connexes ont connu de nouveaux procès qui se sont succédés, de mars jusqu'à mai 1963, pour juger " les complices des condamnés du Bardo " (voir encadré). Selon le témoignage de Temime H'madi Tounsi, " quelques mois après le procès du complot, voulant enquêter sur les armes, Mahjoub Ben Ali procéda encore une fois à l'interrogatoire musclé de tous les inculpés venant du Sud qui subirent toutes sortes de sévices au point que certains ont perdu la raison. Toutefois, il n'a pas réussi à imposer un nouveau procès car les dossiers étaient vides " .

Bourguiba, répondant, le lendemain du verdict du procès du 12 janvier, à la question de Jean Lacouture sur un éventuel durcissement du régime, déclare : " Ce pays a besoin de poigne (...). A ceux qui disent qu'il faut laisser aller la critique, que c'est grandir Bourguiba et la Tunisie, je réponds que le fiel ne construit rien, que les Tunisiens ont besoin de croire en un homme et un régime, qu'il ne faut pas les salir à leurs yeux.(...) Il n'y a pas de dissociation de la nation. Il y a un rassemblement autour de ma personne, du parti, du gouvernement...C'est ce que j'appellerai le côté positif de cette aventure " . Le complot qui a été un sérieux avertissement, a eu, outre des suites judiciaires, de grandes répercussions sur le plan politique (voir plus loin l'article sur le parti unique). Un besoin de se rapprocher du peuple se fait ressentir mais en verrouillant désormais le paysage politique et en étouffant toute voix dissidente. Les activités en dehors du Néo-Destour sont interdites, et de nombreuses mesures prises " pour consolider l'Etat " et organiser les relations du parti avec ce dernier. Ces changements dans les rapports Etat-Parti, commencés en mars 1963, à l'occasion de la réunion du Conseil national du parti et appliqués avant d'être entérinés par le congrès de Bizerte d'octobre 1964, consacrent l'institutionnalisation du parti -devenu socialiste destourien- en tant que parti unique. " Au sein de cet Etat dont il est l'artisan, le parti assume une mission qui est celle de la nation entière...Le Néo-Destour étant l'artisan incontesté de cet Etat, son Président étant en même temps le chef de l'Etat, il est normal que toutes les responsabilités du pouvoir soient assumées par les membres du parti " . Ainsi s'exprimait Al-Amal en mars 1963. " Les étudiants tunisiens de Paris critiquent l'attitude et la manoeuvre du Néo-Destour de vouloir profiter du complot pour liquider le peu de démocratie qui existait en Tunisie " , note Slimane Ben Slimane. De son côté, Jean Lacouture terminera son article publié le 25 janvier 1963 dans Le Monde dans ces termes : " On reconnaît un Etat paisible à ce que, lorsqu'un coup de revolver est tiré, chacun se dit : " c'est une porte qui claque " , et un Etat fiévreux au fait que, si une fenêtre bat, tout le monde se jette à terre. Dans la Tunisie d'hier, quand l'avion décollait d'El Aouina avec quelque retard, chacun souriait et parlait de panne légère, ou de sieste prolongée du pilote. La semaine dernière, au bout de deux heures d'attente, chacun des voyageurs commençait à compter ses voisins, pour savoir combien d'entre eux avaient été retenus par la police ? C'est tout bonnement une panne " .

Noura Borsali

22-06-2006

redaction@realites.com.tn

 Imprimer  Envoyer  Commenter

NOTER CET ARTICLE
★☆☆ ★★☆☆ ★★★☆☆

